

# Le virus prospère sur le relâchement généralisé

• Tizi Ouzou-Covid-19/Plus d'une centaine de malades hospitalisés, un institut de formation fermé

# LE JOUR

## D'ALGERIE

Votre quotidien national

Dix-neuvième année - N° 5525 - Jeudi 25 novembre 2021 - Prix : 10 DA

Campus universitaire d'El-Kseur Béjaïa

## Les étudiants protestent à leur tour

Examens du Bac et BEM

## Lancement des inscriptions en ligne le 28 novembre

### Guerre des prix insolite

Par Mohamed Habili

**P**our faire baisser les prix à la pompe à la veille de Thanksgiving, une fête populaire synonyme de grands déplacements aux Etats-Unis, l'administration Biden, n'ayant pu obtenir de l'Opep+ la hausse de production qu'elle leur demandait instamment depuis plusieurs jours déjà, s'est décidée ce mardi à prélever 50 millions de barils dans les réserves stratégiques du pays. Une mesure exceptionnelle que la première puissance économique au monde ne prend qu'en dernier recours, à chaque fois donc pour parer à une urgence : une catastrophe naturelle de grande ampleur, ou bien une guerre mettant hors marché un pays producteur, et sans qu'il soit possible de suppléer rapidement à son offre habituelle. Le nombre de fois où les Etats-Unis ont puisé dans leurs réserves de pétrole, estimées à 700 millions de barils, se compte sur les doigts d'une main. La dernière remonte à 2011, lorsque la production en Libye était venue à manquer en raison de la guerre que connaissait alors ce pays. L'administration américaine tient à préciser que la mesure prise l'a été en coordination avec d'autres pays eux-mêmes gros consommateurs, dont la Chine, l'Inde et le Japon. Bien qu'après elle il n'y ait eu jusqu'à présent que le Japon pour annoncer qu'il lui emboîterait le pas, il n'y a aucune raison de ne pas la croire.

Suite en page 3

### Les USA et d'autres pays puisent dans leurs réserves stratégiques

# Offensive anti-Opep pour faire baisser les prix du pétrole



Les Etats-Unis relâchent une partie de leurs réserves stratégiques de pétrole pour faire baisser les prix. D'autres pays dont la Chine, l'Inde, le Japon et le Royaume-Uni feront de même. Une action coordonnée inédite des grands pays consommateurs, qui cible l'Opep et la Russie.

Locales du 27 novembre

## Les électeurs affluent aux bureaux itinérants dans le Grand Sud

Construction et maintenance navales

## Un comité interministériel pour examiner l'octroi du foncier au sein des ports

Les USA et d'autres pays puisent dans leurs réserves stratégiques

# Offensive anti-Opep pour faire baisser les prix du pétrole

■ Les Etats-Unis relâchent une partie de leurs réserves stratégiques de pétrole pour faire baisser les prix. D'autres pays dont la Chine, l'Inde, le Japon et le Royaume-Uni feront de même. Une action coordonnée inédite des grands pays consommateurs, qui cible l'Opep et la Russie.

Par Meriem Benchaouia

La première puissance économique mondiale va pour sa part mettre sur le marché 50 millions de barils de pétrole, a annoncé, mardi soir, la Maison-Blanche. En augmentant l'offre, les États-Unis et les autres États espèrent faire mécaniquement baisser les cours. Cette opération se fait en parallèle avec d'autres États gros consommateurs d'or noir, en particulier la Chine, l'Inde, le Japon, la Corée du Sud ou encore le Royaume-

Uni, selon la Maison-Blanche. Un haut responsable de l'administration américaine a assuré qu'une telle coordination était une première. La flambée des prix à la pompe aux États-Unis, très gros consommateurs d'essence, pose un problème politique majeur au Président Joe Biden. Ses tentatives de faire pression sur les pays producteurs, notamment l'Arabie saoudite, pour qu'ils augmentent leur offre n'ont jusqu'ici pas réussi. Puiser dans les réserves est une «majeure qui va faire la différence», a assuré le président. «Les prix de l'essence à la pompe sont trop hauts à l'heure actuelle (...) mais on va tourner la page au début de 2022», a promis sa secrétaire à l'Énergie, Jennifer Granholm, à la Maison-Blanche. La rumeur courrait depuis plusieurs semaines, et a été confirmée mardi : les États-Unis vont relâcher dans les mois qui viennent 50 millions de barils de brut, puisés dans leurs réserves stratégiques, pour faire pression sur les prix à la pompe. La porte-parole de la Maison-Blanche, Jen Psaki, a pris garde de ne pas s'engager sur les volumes puisés par chaque nation, indiquant seulement que des «conversations» avaient eu lieu avec ces pays et que certains avaient déjà libéré des réserves. La Maison-Blanche espère, par ces mesures exceptionnelles, apaiser la tension sur les prix de l'essence, alors que le prix du gallon (3,78 litres) a grimpé de 60 % en un an aux États-Unis, pour atteindre 3,41 dollars, selon l'Association automobile AAA. Malgré les appels du pied répétés de la Maison-Blanche aux

pays de l'Organisation des pays exportateurs de pétrole (Opep) pour qu'ils augmentent leur production – ce qui ferait baisser les cours –, ceux-ci s'en tiennent à leur programme de restauration prudente et progressive. «Si les prix du brut ont augmenté, c'est parce que les pays producteurs ont été chiches sur leur production», reproche John Kilduff d'Again Capital. Pour l'analyste du marché pétrolier de Rystad energy, Bjorn Tonhaugen, l'initiative pourrait être vue «comme un geste agressif vis-à-vis de l'Opep+». «Le groupe des pays producteurs pourrait alors en théorie couper dans sa production en janvier pour maintenir ses profits», a-t-il suggéré.

## Le Brent proche des 82 dollars

Les prix du pétrole cédaient un peu de terrain hier, alors que les annonces de libération de stocks stratégiques de brut se multiplient chez les principaux pays consommateurs, les États-Unis et la Chine en tête. Le prix du baril de Brent de la mer du Nord pour livraison en janvier cédaient 0,40 %, à 81,98 dollars. A New York, le baril de West Texas Intermediate (WTI) pour le même mois perdait 0,28 % à 78,28 dollars. Le Brent et le WTI ont respectivement grimpé de 3,27 % et 2,22 % la veille, un mouvement paradoxal après l'annonce par la Maison-Blanche d'un relâchement de 50 millions de barils de brut dans le but de faire baisser les prix. La Chine a annoncé hier qu'elle allait, elle aussi, puiser dans ses réserves de pétrole afin de faire baisser



Ph.D. R.

les cours. Pékin n'a cependant pas précisé quand ces prélèvements auraient lieu ni quelle quantité de pétrole le gouvernement envisageait de mettre sur le marché. Avec l'Inde, la Corée du Sud et le Royaume-Uni, le total injecté sur le marché serait de l'ordre de 65 à 70 millions de barils, estime Helima Croft, analyste. Les investisseurs surveillent également de près l'état

des stocks commerciaux aux États-Unis. Selon la fédération des entreprises pétrolières aux États-Unis, l'American Petroleum Institute (API), ceux de brut ont augmenté de 2,3 millions de barils la semaine dernière. Les investisseurs attendent désormais la publication des données de l'Agence américaine d'information sur l'énergie (EIA), jugées plus fiables.

M. B.

## Tizi Ouzou/Covid-19 Plus d'une centaine de malades hospitalisés, un institut de formation fermé

Les contaminations au coronavirus continuent d'enregistrer une hausse à Tizi Ouzou. Pas moins d'une centaine de personnes atteintes de Covid-19 est actuellement admise dans les différentes structures de santé à travers la wilaya. A l'hôpital d'Azefoune (71 km au nord-est de Tizi Ouzou), il a été recensé, jusqu'à hier, l'hospitalisation de pas moins d'une trentaine de malades. Après la fermeture d'un lycée en fin de semaine écoulée à Azazga, les autorités ont décidé hier de fermer l'Institut national spécialisé de la formation professionnelle de Draa Ben Khedda (11 km à l'ouest de Tizi Ouzou), après avoir enregistré pas moins d'une vingtaine de cas de contamination au Covid-19 du variant Delta, dont 15 stagiaires et 5 travailleurs. L'examen des cas enregistrés a conduit les autorités sanitaires à pointer du doigt l'internat de cet établissement comme lieu de cette propagation du coronavirus. L'établissement sera fermé pour au moins une période d'une semaine, en attendant l'évolution de la situation. L'alerte des autorités quant à la reprise des contaminations au nouveau virus n'a pas dissuadé une grande partie de la population de mettre fin au relâchement et au non-respect des règles préventives contre sa propagation et encore moins d'affluer vers les structures sanitaires pour se faire vacciner. Cette inconscience quant à l'imminence d'une nouvelle vague de Covid-19 est visible aux quatre coins de la wilaya. Les populations continuent à célébrer les mariages et autres fêtes, à se regrouper durant les décès, les marchés et autres lieux publics, sans se soucier des risques encourus en l'absence du respect minimal des règles préventives contre le Covid-19.

Hamid M.

## Bilan des dernières 24 heures

### 180 nouveaux contaminés et 5 décès

L'Algérie a enregistré 5 nouveaux décès du coronavirus ces dernières 24 heures, soit un cas de plus que le bilan d'hier (4), portant à 6 035 le total des morts, a annoncé, hier, le ministère de la Santé. Le nombre de contaminations a connu une hausse, avec 180 cas, soit 8 cas de plus par rapport au bilan d'hier (172), pour atteindre, au total, 209 463 cas confirmés.

R. N.

## Hausse des cas de contamination au coronavirus

# Le virus prospère sur le relâchement généralisé

Alors que la quatrième vague de Covid-19 s'installe progressivement en Algérie avec une hausse des cas de contamination dépassant les 150 cas positifs par jour, un relâchement total et inquiétant est observé au sein de la population dont un grand nombre refuse carrément de se faire vacciner sous différents prétextes.

Les cas de contamination au Covid-19 continuent d'augmenter depuis quelques jours, dépassant les 160 cas quotidiennement, après être descendus bien au-dessous de la barre des 100 cas. Le bilan publié hier par le ministère de la Santé faisait état de 180 nouvelles contaminations.

Une situation inévitable, au regard de l'attitude de la population qui continue à boudier le vaccin. Pourtant, la situation sanitaire n'est pas figée et les appels à la prudence se multiplient, surtout avec la quatrième vague qui s'installe en Algérie et le relâchement observé à travers

l'ensemble des wilayas. Les mesures barrières élémentaires semblent avoir été oubliées par une grande partie des Algériens. Dans les lieux publics comme les marchés, le port du masque et la distanciation physique sont abandonnés. Concernant le port du masque de protection, les contrôles devant les administrations, écoles et transports publics ne sont plus effectués. L'allègement des mesures de lutte contre le virus, la non obligation du port du masque et les bilans quotidiens plutôt rassurants, semblent mettre les citoyens en confiance, le conduisant à baisser la vigilance.

Même les campagnes de vaccination lancées çà et là dans l'ensemble du pays n'intéressent plus les citoyens. Seuls 11 millions d'Algériens sont vaccinés, dont moins de 5 millions ont pris deux doses et 6 millions se sont contentés d'une seule dose. Le taux de vaccination sur les campus ne dépasse pas les 1 %. Même constat pour le corps

médical qui refuse de se faire vacciner et où seuls 20 % l'ont été. Idem pour les enseignants. «Un nombre loin de celui attendu à la fin de l'année en cours, estimé à 20 millions de vaccinés», a regretté le ministre de la Santé. «La situation stable pour l'instant ne signifie pas la fin de l'épidémie et la prudence est aujourd'hui de mise», alertent les spécialistes qui appellent à la vigilance et à la vaccination massive, seul rempart contre le virus.

Pour relancer la campagne de vaccination, les spécialistes de la santé ont invité le ministre Benbouzid à revoir la communication autour de cette campagne de vaccination massive contre le Covid-19. En plus des appels incessants au respect des mesures barrières et à la vaccination massive, certains spécialistes ont demandé également à mettre en place «le pass sanitaire». Le président de l'Agence nationale de sécurité sanitaire, P' Kamel Sanhadji, insiste : «Il y a de la sécurité sanitaire des

citoyens». P' Kamel Djenouhat, président du Conseil scientifique de l'Établissement public hospitalier (EPH) de Rouiba, a plaidé lui aussi pour l'utilisation du pass sanitaire, en vue d'encourager les citoyens à se faire vacciner, vu que la vaccination est cruciale pour briser la chaîne de contamination, assurer une large couverture de la société et faire face à toute éventuelle nouvelle vague du virus.

Pour sa part, le président de l'Association des maladies infectieuses, D' Mohamed Youfsi, a préconisé l'adoption d'une nouvelle stratégie de communication avec l'apport de spécialistes et des différents médias nationaux pour booster l'opération de vaccination qui doit être, selon lui, «obligatoire». Recommandant, à son tour, l'application du pass sanitaire pour l'accès aux établissements publics, D' Youfsi a qualifié la vaccination d'attitude civique pouvant prévenir la propagation du virus.

Louisa A. R.



Examens du Bac et BEM

LA QUESTION DU JOUR

## Guerre des prix insolite

Suite de la page une

Ce serait bien la première fois que face au cartel des producteurs, les gros consommateurs se constituent à leur tour en groupe uni par le même intérêt, celui de faire baisser les prix, ce qui ne s'est jamais produit. Jusque-là quand une guerre des prix éclate sur un marché, quel qu'il soit, pétrolier ou non, c'est pour mettre aux prises deux gros producteurs, ou deux groupes de producteurs. La conséquence en est toujours la surproduction, avec pour corollaire la baisse des prix, à la grande satisfaction des consommateurs. Il se trouve qu'en l'occurrence l'initiative ne vient pas des producteurs mais des consommateurs, encore qu'il y en ait parmi eux qui sont eux-mêmes d'importants producteurs. C'est notamment le cas des Etats-Unis. Pour autant, les hostilités mises en œuvre sont de même nature que dans une guerre des prix ordinaire. En puisant dans leurs réserves, les consommateurs créent une surproduction relative, destinée à réduire d'autant l'offre des producteurs. Les premiers 50 millions de barils que les Etats-Unis sortent de leurs réserves répondent à leurs besoins de 3 jours seulement. A l'annonce de cette décision, les prix pétroliers ne sont pas partis à la baisse, s'ils n'ont pas non plus augmenté, de façon sensible en tout cas. Tout se passe comme si le marché est resté dans l'expectative, ne sachant à quoi se résoudre devant une situation pour le moins inhabituelle. Au lieu de se fournir chez les producteurs, les consommateurs puisent dans leur stock. Leurs raffineries transformeront en carburant les mêmes quantités de brut qu'auparavant. Or il n'y aurait de baisse pour que le consommateur final que s'il y avait un surplus d'offre de carburant. Le but recherché par la mesure est double : la baisse du carburant d'une part, la hausse de production du brut de l'autre. Le plus probable est qu'il y aura échec sur les deux plans. Les quantités que les consommateurs puiseront dans leurs réserves sont des manques qu'il faudra dans un deuxième temps remplacer par des achats auprès des producteurs. A la première urgence, celle de la baisse des prix, fera suite rapidement une deuxième urgence : celle de refaire le plein de ses réserves stratégiques. De sorte qu'il faut s'attendre davantage à une hausse qu'à une baisse des prix.

M. H.

tion de micro-entreprises et de coopératives d'activités féminines. Le chef du bureau itinérant d'Izeren, Messaoud Mustapha, a souligné que le scrutin se déroule dans de «bonnes conditions» et qu'une affluence croissante est relevée depuis l'ouverture du bureau.

Halim N.

## Lancement des inscriptions en ligne le 28 novembre

■ "À partir du dimanche 28 novembre jusqu'au jeudi 23 décembre 2021, tous les élèves scolarisés au sein des établissements publics et privés ainsi que les candidats libres, concernés par les examens du BEM et du Bac peuvent s'inscrire sur la plateforme numérique du ministère de l'Education ou sur les deux sites de l'Office national les examens et concours", a indiqué le ministère de l'Education.

Par Thininene Khouchi

Dans un communiqué rendu public hier, le ministère de l'Education nationale a annoncé les dates d'inscription aux examens du baccalauréat et du Brevet de l'enseignement moyen (BEM) pour la session 2022. Concernant les candidats scolarisés, les inscriptions seront lancées au sein des établissements scolaires sur la plateforme numérique du ministère de l'Education. Les directeurs de ces établissements inscriront les élèves concernés par ces deux examens, précise la même source. Pour ce qui est des candidats libres, les inscriptions s'effectueront, durant la date citée, sur les deux sites de l'Office national les examens et concours (onec) : <https://bac.onec.dz> et <https://bem.onec.dz>. Cette année, c'est «l'établissement scolaire qui prendra en charge l'inscription des élèves», indique-t-on encore. Cette mesure intervient, selon la même source, dans le but d'alléger la charge des inscriptions sur les élèves et leurs parents, mais aussi suite aux difficultés et erreurs constatées auparavant. Cette mesure est désormais possible «grâce au système informatique mis en place par le secteur dans le cadre des efforts consentis afin de faciliter le service public», lit-on encore dans le communiqué du ministère de l'Education. Il est



Ph/D. R.

à noter que pour le Bac de cette année 2022, il serait possible d'envisager le retour de la fiche de synthèse dans le calcul de la moyenne de passage à l'université. En effet, l'inspecteur général du ministère de l'Éducation nationale a dévoilé récemment que son département étudierait la possibilité de revenir à la fiche de synthèse pour le Bac 2022 en Algérie, qui consiste à calculer la moyenne de passage à l'université en se basant sur les notes obtenues durant l'année scolaire. La décision n'est pas encore définitive, mais en cours d'étude. Il se pourrait que les candidats au Bac auront la chance d'accéder à l'université sur la base des moyennes de l'ensemble des contrôles de l'année.

L'inspecteur Belaouar Boualam a indiqué, en outre, lors d'une émission télévisée, que les services du ministère de l'Education nationale ont déjà entamé les ateliers de formation pour les enseignants en charge d'élaborer les sujets de l'examen du Bac de cette année. Il a notamment souligné l'importance que les questions des sujets du Bac soient claires et dénuées de toute ambiguïté. «Les sujets de cet examen seront étudiés et révisés, afin de mettre en place une façon nouvelle de le passer». Il a rappelé que «lors d'un colloque national sur l'évaluation des sujets du baccalauréat, le ministre de l'Education, Abdelhakim Belabed, a abordé les paramètres scientifiques

appliqués dans certaines matières, notamment l'arabe et la philosophie. Le ministre a affirmé l'objectif de l'élaboration d'une vision prospective de l'approche pédagogique». Compte tenu des recommandations du Conseil national des programmes qui a pour but de revoir plusieurs détails concernant l'examen du Bac, à savoir le nombre de jours des épreuves, les questions et le contenu. Ainsi, le Conseil s'attellera à éliminer les lacunes et les inconvénients de cet examen tout en le mettant au diapason des examens à l'international, a expliqué l'intervenant. Concernant l'examen du BEM, aucun changement n'a encore été annoncé.

T. K.

Locales du 27 novembre

## Les électeurs affluent aux bureaux itinérants dans le Grand Sud

Les électeurs dans les régions enclavées et éparses du Grand Sud du pays ont commencé à affluer hier, individuellement ou en petits groupes, aux bureaux itinérants pour élire leurs représentants aux Assemblées populaires communales (APC) et de wilaya (APW), dans le cadre des élections du 27 novembre, ont constaté des journalistes de l'APS. Le vote, qui a débuté dans ces zones en avance réglementairement de 72 heures, a concerné plus d'une cinquantaine de bureaux itinérants déployés à travers les zones éparses des wilayas de Ouargla (6 bureaux), Tindouf (10), Tamanrasset (19), In-Guezzam (3), Illizi (9), Djanet (9) et Béchar (2), dans le but de permettre aux électeurs portés sur leurs listes de s'acquitter de leur devoir civique dans de bonnes conditions.

Les moyens humains et matériels nécessaires ont été mobili-

sés pour la réussite de cette opération électorale, dont l'encadrement humain des bureaux, accompagné d'observateurs représentant des listes des candidatures partisanes et indépendantes, en plus d'agents de couverture médicale et sécuritaire, et ce, dans le respect du protocole sanitaire pour la prévention de la pandémie de coronavirus.

Les premières impressions recueillies au niveau de certains de ces bureaux de vote auprès d'électeurs et de représentants de candidats, ont été unanimes quant au déroulement de l'opération dans des conditions «normales».

Dans la daïra frontalière d'El-Borma (420 km à l'est de Ouargla), pas moins de 7 607 électeurs sont attendus pour voter au niveau de six bureaux itinérants déployés dans les zones d'El-Guelta, Bir-Lahreche, Bir-Ahmed, Akfaou, Rhourd El-Baguel, Berkine et Bir-Yakoub, a assuré le délégué de l'Autorité

nationale indépendante des élections (Anie) de la wilaya de Ouargla, Ali Chemsas.

Le fichier électoral de la daïra d'El-Borma dans son ensemble est composé de 10 802 électeurs inscrits au niveau de deux centres électoraux chapeautant 14 bureaux de vote, dont six itinérants.

Dans la wilaya de Tindouf, la délégation de l'Anie a indiqué, tout comme d'ailleurs certains électeurs, que l'opération de vote se déroule dans des conditions «normales» au niveau des 10 bureaux itinérants prévus pour ces élections. Gani Brik, électeur inscrit au bureau de Hassi-El-Beida (périphérie de Tindouf), a exprimé sa satisfaction de prendre part à ces élections et au «changement escompté» pour une meilleure prise en charge des attentes du citoyen et une meilleure gestion des APC et APW. Dans le même bureau, Mebarek Kadoum a indiqué avoir exprimé sa voix, pour la première

fois, pour contribuer au changement et au choix libre de ses représentants aux futures Assemblées élues.

Dans la wilaya de Tamanrasset, un jeune trentenaire ayant accompli son devoir au niveau du bureau itinérant de la localité d'Izeren (35 km au nord de Tamanrasset) a espéré des futurs élus d'accorder «davantage d'importance» à la route reliant sa localité au chef-lieu de wilaya, de concrétiser des infrastructures, dont une annexe communale, pour améliorer le service public, en plus du soutien agricole et du renforcement du transport.

L'électrice Halima Ibbah a confié, après s'être acquittée de son devoir électoral, que ses collègues, notamment les femmes, fondent de larges espoirs sur les futures Assemblées pour prendre en charge leurs attentes, notamment en termes d'emploi, de formation professionnelle, de créa-

## Séminaire

# L'Algérie lutte «intelligemment» contre la migration clandestine

■ L'Algérie lutte contre la migration clandestine et le crime organisé de manière «intelligente», en se basant sur les techniques d'anticipation et les expériences cumulées en matière de lutte contre le terrorisme, a indiqué, à l'APS, D' Saliha Kebabi, présidente du séminaire national sur «la double relation entre l'immigration clandestine et le crime organisé», tenu mardi à l'université Mentouri Constantine-1.



Par Kamel L.

Mettant en avant la dangerosité du triptyque terrorisme-crime organisé et migration clandestine, D' Kebabi a précisé que l'Algérie, qui a réussi la lutte contre le terrorisme, a donc amputé le triptyque et permis par ricochet une meilleure maîtrise de ces fléaux menaçant la sécurité nationale.

La dynamique des efforts déployés par l'Algérie en matière de lutte contre le terrorisme lui ont permis de mieux contrôler les fléaux de l'immigration clandestine et le crime organisé, a souligné le même spécialiste en sciences politiques et relations internationales, qui a salué l'engagement indéfectible des services de sécurité et l'Armée nationale populaire pour sécuriser l'ensemble du territoire national. Qualifiant l'Algérie de «pionnière» dans la lutte contre le terrorisme et le crime organisé, le D' Kebabi, également membre du Laboratoire des études et recherches sur le Maghreb et la Méditerranée, a indiqué que cela est le «fruit» de la politique nationale dont l'orientation a été puisée des expériences cumulées dans le cadre de la lutte contre le terrorisme.

La même spécialiste a, à ce titre, cité l'exemple de la stratégie adoptée par l'Algérie dans la gestion, l'accueil et la prise en charge des migrants africains et les déplacés syriens, et ce, dans le respect des droits de l'Homme et des chartes internationales, en dépit, a-t-elle ajouté, de la charge économique, sociale et sécuritaire que fait peser ce phénomène sur les pays d'accueil.

Aussi, et pour faire valoir les prouesses réalisées par l'Algérie en la matière, l'intervenante a indiqué que le phénomène de l'immigration clandestine qui a augmenté durant la pandémie Covid-19 dans les autres pays, a

considérablement baissé en Algérie, et ce, grâce aux décisions gouvernementales prises pour la fermeture de toutes les frontières et à la vigilance des forces de sécurité.

La même spécialiste qui a appelé à accompagner tous ces efforts par des textes réglementaires plus adaptés à travers la législation d'une loi interdisant l'immigration clandestine, a insisté sur l'implication de tous, notamment la société civile, pour lutter contre ce phénomène qui se diversifie et s'élargit rapidement.

Elle a également insisté sur l'importance des médias dans la lutte contre cette menace source de tous les maux, et appelé ainsi à faire impliquer les experts en sociologie et en psychologie dans la lutte contre l'immigration clandestine et le crime organisé.

Ont pris à ce séminaire, orga-

nisé en visioconférence, des spécialistes et experts universitaires venus des quatre coins du pays, selon les organisateurs.

## Appel à soutenir la coopération entre les pays méditerranéens

Des conférenciers, académiciens et professeurs ont appelé, mardi, lors d'un colloque national à Constantine sur «La relation entre l'immigration clandestine et le crime organisé», à soutenir la coopération entre les pays du bassin méditerranéen et les organisations régionales et à fédérer les efforts pour lutter contre ces deux phénomènes, notamment les réseaux de crimes organisés transfrontaliers. Les participants à cette rencontre nationale, tenue par visioconférence au complexe Tidjani-Haddam de l'université Frères

Mentouri (Constantine 1), ont souligné «l'importance d'unifier les points de vue et d'intensifier les efforts des pays du Nord et du Sud de la Méditerranée pour trouver des solutions et des mécanismes permettant de lutter contre le phénomène de l'immigration clandestine à travers un partenariat efficace entre les pays européens et maghrébins».

«Il est impératif de travailler davantage pour appliquer le principe d'extradition des criminels entre les pays et l'adopter comme un mécanisme de lutte contre le crime organisé dont la traite des personnes, en plus de renforcer l'activité des réseaux de sécurité nationaux et internationaux pour suivre les groupes criminels organisés et lutter contre les gains illégaux selon une stratégie stricte et globale», a estimé Meriem Derouiche, de l'université Aboubaker-Belkaid de Tlemcen, dans son intervention, par visioconférence, intitulée «L'immigration clandestine entre ses multiples facteurs et la dissuasion juridique».

Pour sa part, Fatima Boumaza, de l'université Hassiba-Benbouali de Chlef, lors de sa conférence portant sur «Les mécanismes internationaux de lutte contre l'immigration clandestine», a souligné que «l'activation du rôle de la Commission internationale de lutte contre l'émigration internationale et la ratification des différentes conventions internationales de lutte contre l'immigration clandestine et le crime organisé contribuera de manière efficace aux efforts des différents organismes luttant contre ces deux

phénomènes».

Tinhinane Ould Ahmed de l'université Mouloud-Mammeri de Tizi Ouzou, a évoqué la manière de coordonner les textes juridiques algériens sur les phénomènes de l'immigration illégale et du crime organisé et de les unifier en termes de qualification pénale et de sanction, afin d'éviter toute confusion dans l'application de l'une d'entre elles, soulignant «l'importance d'orienter la législation nationale pour engager la responsabilité pénale des organisateurs de voyages d'immigration clandestine et de prendre des mesures dissuasives à leur encontre». De l'Université Mentouri Frères (Constantine 1), Kamel Bellarou a également souligné la «nécessité d'activer le rôle des organismes nationaux habilités à lutter contre la corruption et le crime organisé en Algérie et de leur accorder une autonomie vis-à-vis du pouvoir exécutif, en plus d'appuyer le rôle des services centraux de lutte contre le crime à travers des normes en conformité avec le contenu des conventions internationales ratifiées par l'Algérie».

phénomènes».

Le colloque national sur «La relation entre l'immigration clandestine et le crime organisé» a été organisé par la faculté de droit de l'université des Frères Mentouri (Constantine 1) en coordination avec l'équipe de recherche «Migration et criminalité» du Laboratoire d'études et de recherches sur le Maghreb et la Méditerranée, avec la participation d'un groupe de chercheurs, professeurs et étudiants de plusieurs universités du pays. K. L.

## Tourisme

# Un nouvel arsenal juridique pour cadrer avec les exigences de l'heure

Le ministre du Tourisme et de l'Artisanat, Yacine Hamadi, a annoncé, mardi à Alger, le parachèvement d'un nouvel arsenal juridique conçu pour cadrer avec les exigences de l'heure.

Supervisant la rencontre nationale des services extérieurs du secteur, M. Hamadi a indiqué que ces textes de loi seront bientôt distribués à nombre de secteurs et de partenaires dans le domaine du tourisme pour enrichissement, l'objectif étant de sortir avec une loi régissant le tourisme, l'hôtellerie et les stations thermales.

Le ministre a évoqué également les principaux axes de la feuille de route sectorielle (2022-

2024), issue des orientations du président de la République et du Plan d'action du gouvernement visant à définir les objectifs et fixer les délais de mise en œuvre pour le développement du secteur.

«Le foncier touristique aura la priorité et sera mis à la disposition des véritables investisseurs par le classement des nouvelles zones d'expansion touristiques et la validation de leur plans d'aménagement», a-t-il souligné.

Pour booster le tourisme intérieur, le ministre a préconisé «le lancement de nouveaux projets, le parachèvement des programmes d'habilitation et de modernisation des entreprises publiques, outre la création des

circuits touristiques thématiques, notamment le tourisme saharien». M. Hamadi qui a insisté sur la promotion de la destination Algérie, a mis en avant «les efforts continus pour l'élaboration d'un plan marketing efficace dans le cadre de la coopération avec l'Organisation mondiale du tourisme (OMT)».

S'agissant de l'artisanat, le responsable du secteur a mis l'accent sur la protection et la promotion de ce patrimoine tant à l'intérieur qu'à l'étranger.

De même qu'il a relevé l'importance de développer l'entrepreneuriat qui, estime-t-il, est «la locomotive de tous les secteurs économiques contribuant à la création de nouvelles activités et

des emplois».

Il a rappelé, dans ce sillage, les directives du président de la République à l'adresse des missions diplomatiques algériennes à l'étranger, à l'effet de faciliter l'octroi de visas aux touristes étrangers, prenant en considération le principe de réciprocité avec les pays concernés.

Concernant le Conseil national du tourisme créé en 2002 (gelé actuellement), le ministre a fait savoir qu'il était une instance consultative qui se veut un espace d'échange de vues et d'idées avec tous les acteurs, faisant état de sa relance avant fin 2021.

Hani Y.



## Construction et maintenance navales

# Un comité interministériel pour examiner l'octroi du foncier au sein des ports

■ Le ministre de la Pêche et des Productions halieutiques, Hichem Sofiane Salaouatchi, a fait part de la mise en place d'un comité interministériel chargé de l'examen des demandes d'octroi du foncier formulées par les investisseurs pour développer les activités de construction, de maintenance et de réparation des navires, conformément aux instructions du président de la République, Abdelmadjid Tebboune.



Par Samia Y.

«**L**a mise en place de ce comité devant s'atteler à l'examen des demandes déposées par les investisseurs et porteurs de projets pour bénéficier de fonciers dans les enceintes portuaires, est intervenue en application des instructions du président de la République, lors du Conseil des ministres tenu le 31 octobre dernier», a précisé le ministre dans une déclaration à l'APS.

Composé de représentants des ministères de l'Intérieur, de la

Pêche, de l'Industrie et des Transports, ce comité procède actuellement à «un examen approfondi et minutieux des demandes formulées par les investisseurs».

Réuni le 2 novembre courant, le comité a suivi sérieusement les demandes d'élargissement du foncier à l'intérieur des ports afin de pratiquer l'activité de construction navale, et ce, en coordination avec les secteurs concernés et l'implication des walis de la République ayant reçu des demandes dans ce sens, a-t-il expliqué.

Les travaux de ce comité ont

été couronnés par l'acceptation de demandes d'extension du foncier au sein de nombre de ports, suite à quoi ont été délivrés des contrats d'exploitation de l'espace au sein des ports de Zemmourî El-Bahri, à Boumerdès, et Sidna Youcha, à Tlemcen.

M. Salaouatchi a indiqué que ces contrats ont été octroyés à trois sociétés activant dans le domaine de la construction, de la maintenance et de la réparation des navires, à savoir Tchnonaval et Rabie, lesquelles ont bénéficié de superficies au sein du port de Sidna Youcha, et Corenave, devant exploiter un espace dans le port de Zemmourî.

Les mesures prises en faveur des investisseurs dans le domaine de la construction et de la réparation des navires permettraient de valoriser cette profession, a fait savoir le ministre pour qui «l'Algérie a les capacités et les compétences nécessaires pour développer cette activité».

Mettant en avant l'expérience «Corenave», une entreprise qui possède quatre grands chantiers navals, M. Salaouatchi a fait savoir qu'elle livrera son premier navire de 35 mètres le premier trimestre de l'année prochaine, alors que «Tchnonaval» sortira son navire de 37m fin 2021.

Rappelant que le président de

la République s'est félicité, lors du dernier Conseil de ministres, du progrès et de la coordination entre les ministères de l'Intérieur, de l'Industrie et de la Pêche pour la concrétisation des projets d'extension des activités de construction navale dans les zones pilotes, le ministre a indiqué que cela est à même de «nous encourager à poursuivre nos efforts pour développer la filière construction navale en Algérie, compte tenu des capacités et de la demande en la matière».

## Un avenir prometteur

Tout en présageant un avenir «florissant» pour l'activité de construction et de maintenance navales, M. Salaouatchi a évoqué la possibilité d'établir des partenariats avec des pays leaders dans ce créneau, à l'instar de l'Espagne, la Turquie, la Grèce et le Portugal, permettant ainsi de «basculer de la construction artisanale des navires vers l'industrialisation».

A rappeler que le Président Abdelmadjid Tebboune avait mis l'accent, dimanche, lors du Conseil des ministres, sur l'extension de l'activité de construction navale à l'ensemble de la bande côtière algérienne, pour s'orienter vers une véritable industrialisation, selon un plan

de développement sectoriel reposant sur des partenariats internationaux permettant de développer les ressources halieutiques qualitativement et quantitativement.

Le Président Tebboune avait également appelé à octroyer davantage de facilitations en matière de foncier aux véritables investisseurs dans le secteur de la Pêche, secteur stratégique, générateur de richesses et un des piliers de la sécurité alimentaire.

D'après M. Salaouatchi, le développement de la construction navale aura un impact positif sur le secteur en particulier, et l'économie nationale en général, ajoutant que la fabrication locale des grands navires de pêche permettra de réduire la facture d'importation, la création de postes d'emploi, l'acquisition de l'expérience pour pouvoir créer d'autres entreprises activant dans ce domaine et assurer la disponibilité de la production halieutique.

Le ministre a fait état, en conclusion, de quelques entreprises algériennes sollicitées par des pays voisins telle la Mauritanie pour la construction de navires de pêche, soulignant que l'extension de cette industrie au niveau des ports permettra de couvrir la demande intérieure et extérieure.

S. Y.

## Céréales

# Le blé continue de grimper sur le marché européen

Les prix du blé étaient en hausse hier à la mi-journée sur le marché européen, à un niveau record, dans un contexte mondial tendu et d'inquiétudes sur le front australien.

Sur Euronext, le prix du blé tendre gagnait 1,50 euro à 313 euros la tonne sur l'échéance de décembre et un euro sur celle de mars à 309,5 euros la tonne, pour environ 5 500 lots échangés.

Le maïs progressait de 1,50 euro à 259,50 euros la tonne sur l'échéance de janvier et de 1,25 euro à 259,5 euros la tonne sur celle de mars, pour environ

4 000 lots échangés.

Le cours a atteint à nouveau mardi un plus haut historique, terminant la séance à 311,50 euros la tonne sur l'échéance de décembre. Une tendance observée partout, de la Bourse de Chicago au bassin de la mer Noire, le prix de la céréale étant soutenu par des inquiétudes sur la qualité du blé australien après des inondations et sur les intentions russes sur la mise en place de nouveaux quotas et taxes à l'export. Sur le marché européen, cette hausse semble s'inscrire dans la durée, avec désormais

des estimations de prix au-dessus des 300 euros la tonne jusqu'au mois de mai.

Après les pluies qui menacent la récolte australienne, abondante mais dont la qualité pourrait être durement touchée, les analystes seront attentifs au risque inverse en Amérique du Sud.

«Dans un cas typique de l'effet météorologique dit de La Niña, les pluies sont fréquentes en cette période sur l'Australie et ce phénomène pourrait engendrer dans les semaines à venir un déficit hydrique sur le continent sud-américain», note le cabinet Agritel. En

Europe, une étape attendue a été franchie mardi soir, avec l'adoption de la nouvelle Politique agricole commune (PAC) destinée à «verdir» l'agriculture, malgré l'opposition des écologistes et d'une partie de la gauche qui ne la juge pas à la hauteur des ambitions environnementales de l'Union européenne. Cette PAC, qui s'appliquera à partir de janvier 2023, est dotée d'un budget de 387 milliards d'euros jusqu'en 2027, dont 270 milliards d'aides directes aux agriculteurs.

Farid L.

Au lendemain de la reconduction du président de la Fed

## Le dollar sur un nuage

Le dollar américain consoliderait sa position face à l'euro mardi et avançait face aux autres principales devises mondiales, toujours aiguillonné par la reconduction du président de la Banque centrale américaine (Fed), Jerome Powell.

Le billet vert a notamment poussé la livre sterling à son plus bas niveau depuis presque un an (22 décembre 2020), à 1,3343 dollar pour une livre. Quant à l'euro, il est lui descendu jusqu'à 1,1226 dollar pour un euro, pour

la première fois depuis le 3 juillet 2020, avant de se reprendre légèrement, sans rebondir pour autant. La monnaie unique n'a que marginalement bénéficié de la publication mardi d'un indice PMI d'activité dans le secteur privé en zone euro supérieur aux attentes en novembre. Mais pour l'économiste Chris Williamson, du cabinet Markit qui publie l'indice PMI, la nouvelle vague de contaminations au coronavirus qui frappe actuellement l'Europe «devrait de nou-

veau perturber l'économie en décembre». Tout cela n'a pas suffi à faire oublier la confirmation lundi du président de la Banque centrale américaine (Fed), Jerome Powell, par Joe Biden. Ce n'est pas tant la reconduction de ce républicain modéré à la tête de l'institution qui soutient le dollar, que la perspective d'une poursuite de la normalisation de la politique monétaire de la Fed. «Beaucoup de gens se font à l'idée que la Fed va devoir accélérer la sortie de son programme

de rachats d'actifs pour lutter contre l'inflation persistante», a expliqué Marc Chandler, chef de la stratégie marchés pour le courtier Bannockburn Global Forex. Ce resserrement du calendrier induirait ainsi une séquence de hausses des taux beaucoup plus rapide qu'attendu il y a encore quelques jours. Les opérateurs évaluent désormais à près de 60 % la probabilité d'une triple hausse en 2022, selon le modèle de prévision de la Bourse américaine CME. Pour

Marc Chandler, l'indice des prix PCE, attendu hier, devrait confirmer une «accélération» de l'inflation et conforter ce scénario d'une reprise en main de la Fed. Le «greenback» avance aussi face au yen, qui a reculé mardi au-delà de 115 yens pour un dollar pour la première fois depuis quatre ans. «Si on allait au-delà de 115,50 yens, on basculerait sur de nouveaux seuils (techniques) à 118/120 yens pour un dollar», a prévenu Marc Chandler.

R. E.

Tissemsilt

## Raccordement de plus de 220 foyers au réseau de gaz et d'électricité

Pas moins de 227 foyers de deux zones enclavées «El Kaabria» et «El Kenancha», dans la wilaya de Tissemsilt, ont été raccordés, mardi, au réseau de gaz naturel et d'électricité, a-t-on constaté.

Cette opération, présidée par le wali, Abbas Badaoui, lors de sa visite d'inspection dans les communes de Lardjem, Bordj Bounaama, Sidi Slimane et Beni Chaïb, a comporté le raccordement au réseau de gaz naturel de 156 foyers d'El Kaabria, un groupement d'habitat rural rattaché à Bordj Bounaama.

Il s'agit d'un projet de réalisation de 13 kilomètres du réseau de distribution pour lequel a été allouée une enveloppe de plus de 34 millions DA, financée par la Caisse de garantie et de solidarité des collectivités locales.

Il a été procédé également au raccordement de 71 foyers d'habitations dans la zone d'El Kenancha dans la commune de Sidi Slimane, au réseau de gaz, par la réalisation de près de 6 kilomètres du réseau de conduite pour leur approvisionnement de cette source d'énergie. Une opération financée également dans le cadre de cette Caisse à hauteur de près de 2,2 millions DA.

Le chef de l'exécutif de wilaya a indiqué, lors d'un point de presse en marge de cette visite, que le programme de raccordement au gaz naturel et à l'électricité qui concerne les agglomérations rurales isolées de la wilaya sera achevé avant la fin du premier semestre de l'année prochaine. A noter que le taux de raccordement au réseau de gaz naturel dans la wilaya est de 89 % et celui d'électrification est de 86,14 %.

Par ailleurs, M. Badaoui, qui s'est enquis du projet d'hôpital de 60 lits dans la commune de Lardjem, a sommé l'entreprise de réalisation de le livrer avant les délais impartis, tout en exigeant des gestionnaires concernés un suivi permanent du chantier de ce projet.

A signaler que cette visite d'inspection a été une occasion pour le wali de présider une cérémonie d'ouverture du projet de renforcement du chemin de wilaya, réalisé sur une distance de 8 km à «Ouled Boudiaf», une zone rattachée à la commune de Beni Chaïb.

Il s'est enquis également du projet de réalisation d'un lycée de 800 places pédagogiques dans la ville de Sidi Slimane, où il a instruit de le mettre en service au début du mois de janvier prochain et de l'équiper prochainement en moyens pédagogiques nécessaires à son fonctionnement.

Mahi N.

Béjaïa

# Vers une collecte de plus de 19 millions de litres d'huile d'olive

■ Une production de plus de 19 millions de litres d'huile d'olive est attendue cette année dans la wilaya de Béjaïa, à l'occasion de la présente campagne oléicole qui a débuté récemment, a-t-on appris, mardi, de la Direction locale des services agricoles (DSA).

Par Kaci N.

Les prévisions arrêtées à cette étape de la campagne oléicole, qui englobe la région orientale communément appelée «Essahel», allant de Béjaïa à Darguina et une partie des vergers occidentaux, étalés entre Béjaïa et Sidi-Aich, réputés, à l'inverse du bastion de la Soummam et surtout de la haute vallée éponyme hautement plus prolifiques, tablent sur une production de 19 à 20 millions de litres, a-t-on indiqué de même source.

Des prévisions qui constituent, selon la DSA, «une véritable performance au regard des conditions peu favorables de cette saison, qui a alterné les facteurs défavorables dont les plus évidents restent la sécheresse et les feux de forêt».

Du reste, cette situation peu avantageuse a fait s'installer une forme de sinistrose parmi les professionnels mais surtout les ménages qui ont redouté une raréfaction du produit, installant une «psychose» de fait, due au sur-stockage et contribuant ainsi, à leur corps défendant, à son renchérissement. Le prix d'un litre d'huile d'olive s'étant négocié de suite, au lendemain des incendies, entre 800 et 900 dinars.

A l'évidence, les choses se sont tassées dès les premières récoltes en octobre, consolidées en novembre, et qui ont révélé des productions et des rendements pour le moins intéressants, avec des moyennes



allant de 15 à 20 litres d'huile par quintal, tempérant ostensiblement les ardeurs à la spéculation, d'autant que l'entrée imminente en production des vergers de la haute vallée, notamment Seddouk, Akbou, Ighil Ali et Tazmalt, sont susceptibles d'en atténuer toute les velléités. Ainsi, selon les chiffres de la DSA, près de 37 000 quintaux d'olive et 265 000 litres d'huile ont été collectés à ce jour dans la wilaya de Béjaïa, laissant augurer une campagne prometteuse pouvant valoir presque le double

de la production de la saison dernière, établie à 10,1 millions de litres d'huile et 476 000 quintaux d'olive, a indiqué la DSA.

S'il est vrai que le prix se dessine selon une corbeille composée des productions de Béjaïa, Tizi-Ouzou et Bouira, l'impact de la production de la wilaya de Béjaïa, considérée comme le bassin oléicole national majeur avec plus de 50 hectares de superficie et 5 millions d'arbres, est fondamental, laissant penser que les prix n'iront pas au-delà de 750 dinars, rassure-t-on de même

source.

Quoi qu'il en soit, cette éclaircie inattendue mais ardemment souhaitée a été permise principalement par le caractère spécifique de l'olivier, qui veut qu'à une bonne saison s'alterne une mauvaise et qui veut que pour cette année, son embellie compense les quelques territoires cramés par le feu, notamment Toudja, Akfadou et une partie de la région de Sidi-Aich, durement frappés par les flammes de l'été dernier.

K. N.

Santé à Mostaganem

## Journée de formation sur la gestion des déchets hospitaliers

Une thématique extrêmement sensible, autant dans le milieu hospitalier que sur tout le circuit de destruction des déchets générés par l'activité hospitalière. A Mostaganem, on a pris conscience de l'importance d'une gestion convenable qui permettra ainsi d'éviter la dangerosité dans la manipulation.

La matinée du mardi 23 novembre, la salle de conférences de la wilaya a accueilli une journée d'étude avec la thématique de la gestion des déchets médicaux, en présence de Aissa Boulahya, wali de la wilaya, du directeur de l'Agence nationale de gestion des déchets et l'ensemble des intervenants dans le secteur de la santé autant publique que privée. Organisée

par les secteurs de la Santé et de l'Environnement, cette rencontre s'affiche plutôt comme une séance de formation faite par le truchement d'une série de conférences.

Les intervenants se sont surtout focalisés sur la nécessité de développement de structures de supervision et de gestion. On est ensuite passé à la présentation de la typologie des déchets et de leur identification.

Ces derniers se présentent comme déchets infectieux, déchets anatomiques, objets pointus et tranchants, produits chimiques, produits pharmaceutiques, déchets génotoxiques, déchets radioactifs et autres.

Des indications ont été invoquées pour le développement de mesures de protection pour

le personnel des établissements sanitaires et l'environnement. On a longtemps abordé la question du traitement des déchets de soins médicaux.

Cette question est d'abord une question de gestion avant d'être une question technique. Comme elle dépend, de ce fait, totalement de l'engagement de l'ensemble du personnel des établissements sanitaires. Cet engagement n'est possible que si les gens sont avant tout correctement formés et sensibilisés sur les risques que pose ce type particulier de déchets. Tous s'accordent à dire qu'il est dès lors important d'assurer un programme de formation des personnels médicaux et paramédicaux. C'est ainsi que pour s'assurer que les déchets de soins

médicaux sont correctement gérés à long terme, il est important de superviser régulièrement les pratiques du personnel.

L'une des principales recommandations issues de cette journée, c'est d'être constamment à jour sur l'organisation des sessions de formation et de sensibilisation continues et appropriées. Cette mesure servira à maintenir les pratiques de traitement de ces déchets aux meilleurs standards possibles. Des journées de formation dans la gestion des déchets hospitaliers s'avèrent être une stratégie adoptée par le ministère de la Santé qui sera soutenue par un ensemble de textes d'application.

Lotfi Abdelmadjid



Prévue pour le mois de décembre prochain

# Projection de «Leur Algérie» à Alger et Constantine

■ Le documentaire qui a fait parler de lui depuis sa projection en avant-première, «Leur Algérie», sera projeté à l'Institut français d'Alger le 8 décembre à 18h et celui de Constantine le 11 décembre à 15h. Réalisé par la cinéaste et actrice franco-palestino-algérienne Lina Soualem, ce film est sorti en salles à Paris au mois d'octobre dernier.



Par Abia selles

Le film revient sur une histoire réelle qui raconte le déchirement et l'exil d'un couple avant leur séparation après 62 ans de mariage. Aïcha et Mabrouk ont décidé de se séparer. Ils ont déménagé de leur appartement commun pour vivre dans deux immeubles qui se font face, toujours dans la petite ville de Thiers, où ils se sont installés ensemble à leur arrivée d'Algérie, il y a plus de 60 ans.

Aïcha continue pourtant de préparer à manger pour Mabrouk et de lui apporter ses repas chaque jour. Mabrouk, lui, continue ses promenades solitaires et silencieuses au centre commercial.

Ensemble, ils ont traversé cette vie chaotique des travailleurs et travailleuses immigrés, et aujourd'hui, la force qu'ils ont si longtemps partagée semble avoir disparu. Pour Lina, leur séparation est l'occasion de questionner leur long voyage d'exil et leur silence.

Née et basée à Paris, la cinéaste, actrice et réalisatrice Lina Soualem a étudié l'histoire et les sciences politiques à l'Université de la Sorbonne. Elle a commencé à travailler dans le milieu du journalisme et en tant que programmatrice dans des festivals de cinéma, cherchant à combiner ses intérêts pour le 7<sup>e</sup> art et l'étude des sociétés arabes contemporaines. Lina Soualem a été programmatrice pour le Festival international du film sur les droits humains à Buenos Aires et le Festival Palest'n & Out à Paris, entre autres, et joué dans trois longs métrages. Actuellement, elle est sur des projets comme auteure et assistante réalisatrice sur des fictions, des documentaires et des séries télévisées, mais planche aussi sur son second documentaire en voie de développement.

Il est à noter que la réservation pour assister à la projection de «Leur Algérie» à Alger est par mail à l'adresse suivante : [leur@if-algerie.com](mailto:leur@if-algerie.com)

A. S.

Site archéologique «Mers El Dadjadj» de Zemmouri

## Le plan de restauration accepté

Le site archéologique «Mers El Dadjadj» de Zemmouri el-Bahri (à l'Est de Boumerdès), découvert en 2006, a bénéficié d'un plan de protection et de restauration, après son approbation, mardi, par l'Assemblée populaire de wilaya (APW).

Selon un exposé de ce plan présenté devant l'APW par le bureau d'études qui l'a réalisé, ce site archéologique, qui s'étend sur une superficie de sept hectares et qui a été inscrit à l'inventaire supplémentaire de la wilaya, a bénéficié d'une opération de clôture, qui est toujours en cours, pour le protéger de la dégradation et du pillage.

Ce plan, visant à diagnostiquer et à

établir des mesures d'urgence et un relevé topographique et archéologique du site, comprend l'étude, la protection et la valorisation de ce site archéologique et sa promotion pour le transformer, à l'avenir, en un musée à ciel ouvert, qui sera doté d'équipements touristiques à mettre en place dans le cadre d'un partenariat avec le secteur privé, pour en faire une destination touristique, selon le même exposé.

La commission de l'APW, qui a contribué à la réalisation de ce plan, a pour sa part émis plusieurs recommandations, dont les plus importantes portent sur la nécessité de réaliser un musée pour protéger tous les vestiges découverts et la démolition des constructions anarchiques

présentes aux abords et à l'entrée de ce site, afin d'achever sa clôture.

La commission a également recommandé l'impératif d'interdiction de toute nouvelle construction à proximité de «Mers El Dadjadj», de le nettoyer, d'intégrer l'énergie solaire dans l'éclairage du site et de doter son plan de sauvegarde d'un budget supplémentaire pour sa réhabilitation.

Le site «Mers El Hadjadj», formé de couches souterraines archéologiques appartenant à différentes époques historiques (10<sup>e</sup> siècle après JC et 12<sup>e</sup> après JC), a bénéficié en 2017 de travaux de prospection archéologique.

Selon les opérations de prospection

réalisées en son sein et différentes sources et références historiques, ce site renfermerait la ville historique «Mers El Dadjadj», fort réputée à l'époque islamique et construite sur les décombres du port «Rusubikari», qui fut un important comptoir de négoce à l'époque des phéniciens.

En 1225, cet important pôle économique a subi une attaque militaire menée par Yahia Ben Abi Ghania El Miourki, qui avait conduit une révolte contre les Almohades, en détruisant leurs villes et forts, dont cette cité, qui fut dès lors ensevelie sous le sable des siècles durant, avant d'être redécouverte en 2006.

M. K.

Tabelbala

## «Korandjé», un album de chansons dédié à la préservation du parler de la région

«Korandjé» (le parler de Tabelbala) est l'intitulé d'un premier CD de six chansons, produit par le Haut commissariat à l'amazighité (HCA) et dédié à la préservation de cette langue menacée de disparition, constituée principalement de Songhai, langue nilo-saharienne parlée dans plusieurs pays du Sahel, et enrichie de tamazight et d'arabe.

Conçus et interprétés par Mostefa Mekhloufi sur des textes de sa plume, les six titres de cet album qui contribue à la «réhabilitation de l'amazighité et de sa promotion linguistique et artistique», invitent les mélomanes à une belle randonnée onirique

aux contenus autochtones et aux formes modernes ouvertes sur le monde. Faisant renaître dans l'imaginaire du récepteur, le silence et la sagesse des grandes étendues, les pièces de ce nouveau venu dans la grande phonothèque anthropologique du patrimoine algérien sont montées, en une trentaine de minutes, sur des cadences ternaires lentes, source de méditation rendue par une variété de percussions et des sonorités denses du Oud (luth) et du gombri. Evoquant des thématiques en lien avec l'appel profond de la patrie, l'espoir, la langue maternelle, la relation au père, la paix et la tolérance ainsi

que la pluie, comme signe porteur de bienfaits symbolisant la vie, les textes de Mostefa Mekhloufi interpellent l'individu dans les profondeurs de son être, à travers des variations mélodiques au mode essentiellement pentatonique, habillées par des arrangements esthétiques.

Relayé par les chœurs de Abdesslem Abdou et Ali Soudani, sur les cadences de Slimane Bourougâ et Boualem Ouseghir, Mostefa Mekhloufi, à la voix sereine et accrocheuse, a notamment rendu dans un ton apaisé, les pièces «Aâba âemyar» (envie d'un retour), «Tamissi» (comment serait-ce

possible), «Kwarandi» (variante linguistique locale de Tabelbala), «Aânebbâ» (papa), «Maghnissi» (Paix sur toi) et «Baghni» (Pluie).

Le Korandjé est «concentré dans les villages de Kwara (Zaouïa), Ifrnyu (Cheraïa) et Yami (Mahkhlof), autour de l'oasis de Tabelbala, dans la wilaya de Béni Abbés, au sud-ouest de l'Algérie.

La sortie de cet album est la «première phase d'un processus de sauvegarde entrepris par le HCA» qui répond à l'urgence absolue exprimée en février 2021 par les citoyens de la région de Tabelbala, «soucieux de la préservation et du devenir du Korandjé qui figure sur la liste des

langues menacées de disparition», comme le signale officiellement l'Unesco dans ses rapports. Soutenu par l'APS, la Radio algérienne, la Commission nationale algérienne pour la science et l'éducation, ainsi que par l'Organisation des Nations unies pour l'éducation, la science et la culture (Unesco), «Korandjé» est un album qui n'est pas destiné à la vente», ayant pour seule vocation de mettre cette variante linguistique et ce parler unique en Algérie à la disposition des «relais institutionnels de recherche et d'éducation», qui contribueront à sa «description puis sa préservation».

Racim C.



## Éthiopie

# L'ONU va évacuer les familles de ses employés internationaux

■ L'ONU va évacuer les familles de ses employés internationaux en Éthiopie, tandis que la France appelle ses ressortissants à quitter «sans délai» ce pays, où des combats se rapprochent de la capitale après plus d'une année de guerre entre forces gouvernementales et rebelles dans le nord.

Par Mourad M.

Un document interne des services de sécurité de l'ONU, daté de lundi et consulté mardi par l'AfP, demande à l'organisation de «coordonner l'évacuation et d'assurer que tous les membres éligibles des familles du personnel recruté à l'étranger quittent l'Éthiopie au plus tard le 25 novembre 2021».

«Compte tenu de la situation sécuritaire dans le pays et par excès de prudence, l'ONU a décidé de réduire son empreinte dans le pays en relocalisant provisoirement toutes les personnes à charge éligibles», a déclaré le porte-parole de l'ONU, Stéphane Dujarric, esti-

mant à plusieurs centaines le nombre des personnes concernées par cette mesure.

Parallèlement, «tous les ressortissants français sont formellement appelés à quitter le pays sans délai», souligne l'ambassade de France à Addis-Abeba, dans un courriel envoyé aux membres de la communauté française.

Avant la France, plusieurs autres pays dont le Royaume-Uni et les États-Unis, ont exhorté leurs ressortissants à quitter l'Éthiopie, où la communauté internationale ne parvient pas à obtenir un cessez-le-feu.

L'ambassade de France, qui dit prendre cette décision au vu de «l'évolution de la situation militaire», ajoute prévoir de faci-

liler le départ des Français sur des vols commerciaux en réservant des sièges et «si nécessaire» d'affréter un vol charter.

Selon elle, plus de 1 000 Français vivent en Éthiopie.

Un de ses responsables a déclaré à l'AfP que des départs «volontaires» du personnel pourraient avoir lieu, notamment parmi les familles.

Le Premier ministre, Abiy Ahmed, a envoyé début novembre 2020 l'armée fédérale au Tigré afin de destituer les autorités de cette région, issues du Front de libération du Tigré (TPLF), qui défiait son autorité et qu'il accusait d'avoir attaqué des bases militaires.

M. Abiy, Prix Nobel de la paix 2019, avait proclamé la victoire trois semaines plus tard, après la prise de la capitale régionale Mekele. Mais, en juin, les combattants fidèles au TPLF ont repris l'essentiel du Tigré et ont poursuivi leur offensive dans les régions voisines de l'Amhara et de l'Afar. Fin octobre, le TPLF a revendiqué la prise de deux villes-clés en Amhara, se rapprochant ainsi de la capitale – ce qu'avait démenti le gouvernement éthiopien. Le TPLF, qui s'est allié avec un groupe rebelle oromo actif dans la région qui entoure la capitale, a affirmé se trouver à Shewa Robit, à 220 km au nord-est d'Addis Abeba.

Le gouvernement n'a pas commenté cette information.

Selon des diplomates, certains combattants rebelles ont atteint la localité de Debre Sina, plus proche d'environ 30 km de la capitale. Des responsables à Addis-Abeba ont affirmé, au



Ph. > D. R.

cours d'un briefing avec des diplomates, que les forces de sécurité, qui incluent des groupes de jeunes, œuvraient à assurer la sécurité de la capitale. «La propagande et les discours de terreur disséminés par les médias occidentaux contredisent pleinement l'état pacifique de la ville, donc la communauté diplomatique ne devrait pas s'inquiéter ou avoir peur», a déclaré Kenea Yadeta, le chef du bureau d'Addis-Abeba pour la paix et la sécurité. Lundi, M. Abiy a dit vouloir aller sur le front pour diriger les soldats affrontant les rebelles. «A partir de demain, je serai mobilisé sur le front pour mener les forces armées», a-t-il déclaré dans un communiqué posté sur Twitter. «Ceux qui veulent être parmi les enfants éthiopiens qui seront salués par l'histoire, levez-vous pour le pays aujourd'hui. Retrouvons-nous au front». Mardi, les chefs d'État sud-africain et kényan, Cyril Ramaphosa et Uhuru Kenyatta, ont réitéré l'appel à un cessez-le-feu à l'occasion d'une ren-

contre à Pretoria. L'émissaire américain pour l'Éthiopie, Jeffrey Feltman, a quant à lui fait état mardi de «progrès naissants» en vue d'un règlement diplomatique du conflit, mais a prévenu que «l'escalade» militaire risquait de les rendre vains. Il s'exprimait de retour d'une nouvelle mission à Addis-Abeba.

Le secrétaire d'État américain, Antony Blinken, a récemment averti des risques d'«implosion» de l'Éthiopie si aucune solution politique n'était trouvée. Par ailleurs, des centaines de milliers de personnes sont selon l'ONU au bord de la famine au Tigré en raison du conflit, qui a également fait des milliers de morts et plus de deux millions de déplacés.

Le Programme alimentaire mondial (PAM) des Nations unies a annoncé mardi à Genève le début d'une «importante» opération d'aide humanitaire pour aider plus de 450 000 personnes dans le nord, à Dessie et Kombolcha.

M. M.



## Commentaire

### Corridor

Par Fouzia Mahmoudi

Si la crise des migrants à la frontière polonaise, et donc à la frontière de l'Europe, s'est aujourd'hui calmée, elle risque de se renflammer à tout moment selon le bon vouloir du président biélorusse Alexandre Loukachenko, qui espère toujours réussir à négocier avec l'UE un accord aussi juteux que celui du président turc Recep Tayyip Erdogan. Le président du Bélarus a ainsi accusé, en début de semaine, les autorités de l'Union européenne de refuser toute discussion avec Minsk sur le sort de deux milliers migrants bloqués près de la frontière orientale de l'UE. L'Occident accuse la Biélorussie de créer artificiellement la crise en faisant venir des candidats à l'immigration, principalement du Moyen-Orient, et en les amenant à la frontière d'où ils promettent un passage facile dans l'UE, pour se venger des sanctions occidentales visant le régime. La Biélorussie a démenti cette accusation, reprochant plutôt à l'UE de ne pas accueillir les migrants. «J'attends que l'UE réponde à la question concernant les 2 000 migrants», a déclaré Loukachenko, cité par l'agence de presse étatique Belta, lors d'une réunion gouvernementale. Des milliers de migrants, pour la plupart des Kurdes irakiens, ont été bloqués plusieurs jours dans une forêt froide et humide à la frontière entre la Biélorussie et la Pologne, espérant rejoindre l'Europe occidentale. Environ 400 d'entre eux ont été rapatriés jeudi dernier par avion en Irak et environ 2 000 ont été mis à l'abri par les autorités biélorusses dans le hangar d'un centre logistique voisin de la frontière. Alexandre Loukachenko a affirmé lundi avoir demandé à l'UE d'accueillir ces migrants. «La chancelière allemande Angela Merkel m'a promis qu'ils allaient examiner ce problème au niveau de l'UE», a assuré le président biélorusse, qui s'est entretenu au téléphone deux fois la semaine dernière avec elle. «Mais ils ne le font pas», a-t-il affirmé. Selon le président biélorusse, les responsables européens refusent tout contact sur ce sujet, malgré des appels du ministre biélorusse des Affaires étrangères. «Nous devons réclamer des Allemands qu'ils les accueillent», a estimé Loukachenko, en référence aux migrants. La Biélorussie a assuré la semaine dernière que la chancelière allemande allait négocier avec l'UE un «corridor humanitaire» pour évacuer les 2 000 migrants restants vers l'Allemagne. Cette annonce a cependant été démentie fermement par le gouvernement allemand. «L'idée qu'il puisse y avoir un corridor humanitaire vers l'Allemagne pour 2 000 migrants, et nous (...) l'avons dit la semaine dernière, n'est pas une solution acceptable pour l'Allemagne ou l'UE», a déclaré lundi à la presse le porte-parole du gouvernement allemand, Steffen Seibert, réagissant aux déclarations de Loukachenko. Ce dernier semble ainsi déterminé à mettre la pression sur l'UE et plus particulièrement sur l'Allemagne, qui fut un élément clé de l'accord sur les migrants passé avec Recep Tayyip Erdogan. Berlin, néanmoins, ne souhaite visiblement pas refaire deux fois la même erreur et tente désormais de se montrer aussi ferme que possible face à Loukachenko qui veut probablement se venger des sanctions européennes dont il fait l'objet, suite à la dernière élection présidentielle au Bélarus.

F. M.

## États-Unis

### Le sommet pour la démocratie de Biden fait bondir Moscou et Pékin

Le président américain Joe Biden s'est attiré hier les foudres de la Russie et de la Chine qui ne figurent pas parmi les quelque 110 pays et territoires invités à son sommet virtuel pour la démocratie en décembre. «Les États-Unis préfèrent créer de nouvelles lignes de division, diviser les pays en bons, selon eux, et mauvais, selon eux», a déclaré le porte-parole du Kremlin, Dmitri Peskov, lors d'un point de presse téléphonique. Pékin a fait part de sa «ferme opposition» à l'invitation de Taïwan à ce sommet virtuel. «Taïwan n'a pas d'autre statut en droit international que celui de partie intégrante de la Chine», a martelé devant la presse un porte-parole de la diplomatie chinoise, Zhao Lijian.

Quasiment au même

moment, les autorités de l'île au cœur de la rivalité Pékin-Washington remerciaient le président américain pour sa décision de convier Taïwan.

«Grâce à ce sommet, Taïwan pourra partager son expérience de réussite démocratique», a déclaré à la presse Xavier Chang, porte-parole du bureau de la Présidence. Le géant asiatique considère Taïwan comme l'une de ses provinces, bien qu'il ne contrôle pas l'île de 23 millions d'habitants.

Ces dernières semaines, les passes d'armes se sont multipliées entre Pékin et Washington sur le sort du territoire, qui jouit d'un système démocratique et dispose d'un gouvernement, d'une monnaie et d'une armée propres.

Le président américain ne la

pas caché depuis son arrivée à la Maison-Blanche en janvier : le combat entre les démocraties et les «autocraties», incarnées à ses yeux par la Chine et la Russie, est au cœur de sa politique étrangère.

Le «sommet pour la démocratie», promesse de campagne dont la première version aura lieu en ligne les 9 et 10 décembre avant une rencontre en personne un an plus tard, est l'une des pièces maîtresses de cette priorité. L'Inde, souvent qualifiée de «plus grande démocratie du monde», sera présente malgré les critiques fréquentes des défenseurs des droits de l'Homme à l'endroit de son Premier ministre, Narendra Modi. Tout comme le Pakistan, en dépit de relations en dents de scie avec Washington.





OL-OM

## Six mois avec sursis pour l'auteur du jet de bouteille sur Payet

L'auteur du jet de bouteille sur la tête de Dimitri Payet, qui a provoqué l'arrêt définitif du match du Championnat de France OL-OM, dimanche soir à Lyon, a été condamné mardi à six mois de prison avec sursis. Le tribunal a assorti la peine d'une période de probation de trois ans et d'une interdiction d'accès au stade de l'Olympique lyonnais pendant cinq ans. La procureure Béatrice Moure avait requis six mois d'emprisonnement ferme. Poursuivi pour « violence volontaire avec arme par destination », il devra indemniser les parties civiles à hauteur d'un euro symbolique, réclamé par Dimitri Payet, l'Olympique de

Marseille et la Ligue de football professionnel (LFP). « Je ne sais pas ce qui s'est passé dans ma tête, l'euphorie, je ne sais pas », a déclaré le prévenu, Wilfried Serriere, 32 ans, vêtu d'un maillot blanc du Bayern Munich sous un anorak bleu, sans parvenir à expliquer son geste. Fan de l'OL depuis une quinzaine d'années, sans appartenir à un club de supporters, il a présenté des excuses au joueur marseillais, affirmant qu'il ne l'avait pas visé à la tête. Il dit avoir ramassé la bouteille au sol, avant d'avoir eu l'idée soudaine de la jeter, au moment où le capitaine de l'OM s'appropriait à tirer un corner.

Ligue I (5<sup>e</sup> journée)

## Les co-leaders sur du velours

■ Les deux co-leaders du championnat de Ligue I, l'US Biskra et le Paradou AC, joueront sur du velours pour cette cinquième journée. Evoluant à domicile, ils ne devraient pas laisser passer cette opportunité pour conforter leurs positions respectives.



Les Pacistes devraient logiquement l'emporter

PA - Z. D. R.

Compétitions nationales féminines de handball

## Reprise de la Coupe le 17 décembre, début du Championnat le 24 décembre

Les compétitions nationales de handball féminin reprendront leur droit en décembre, avec la poursuite de la Coupe d'Algérie 2019-2020 le 17 décembre et le coup d'envoi de la saison 2021-2022 à partir du 24 du même mois, a-t-on appris, mardi, auprès de la Fédération algérienne de la discipline (FAHB). Ces décisions ont été prises lors d'une réunion de travail, tenue mardi au siège de la FAHB, entre les représentants de 12 clubs sur 14 constituant la division Excellence (dames) et les membres du comité directeur qui gère la FAHB.

Le président du comité directeur, Abdelkrim Bendjemil, a mis l'accent sur la « nécessité de reprendre la compétition » après une longue période d'arrêt, en raison de la pandémie de Covid-19. « Nous avons eu des discussions avec les représentants des clubs de l'Excellence dames et avons convenu de la reprise des compétitions nationales, avec la poursuite de la Coupe d'Algérie 2019-2020 à partir des quarts de finale le 17 décembre et le début de la saison 2021-2022 à partir du 24 du même mois », a-t-il déclaré. Concernant la formule de compétition, Bendjemil a fait savoir que pour la prochaine saison, dont le coup d'envoi est prévu le 24 décembre, l'Excellence dames sera composée de 14 clubs répartis en deux poules de sept. L'ancien international algérien a insisté sur l'importance d'accélérer la reprise des compétitions nationales afin de permettre aux internationaux de renouer avec la compétition en prévision des pro-

chaines échéances des sélections nationales, dont les Jeux méditerranéens d'Oran-2022, prévus du 25 juin au 5 juillet.

### Les clubs exigent un retour rapide à la légitimité

Pour leur part, les représentants des clubs ont exigé un retour rapide à la légitimité de la FAHB, avec l'organisation d'une assemblée générale élective (AGE) pour élire un nouveau président et un bureau exécutif. Pour rappel, la FAHB est dirigée depuis septembre 2021 par un comité directeur présidé par Abdelkrim Bendjemil, suite à la suspension « temporaire », du président élu Habib Labane et son bureau exécutif par le ministère de la Jeunesse et des Sports, en raison de manquements dans la gestion du mandat 2017-2020. Le directeur technique du club Mouloud-Mammeri (Tizi-Ouzou), Mohamed Nadjib Makhfi, a indiqué que les représentants des clubs ont insisté sur la tenue d'une AGE dans « les plus brefs délais ». « Pour les dates de reprise des compétitions nationales, il y a eu divergences d'opinions à cause du degré de préparation de chaque équipe, mais le plus important est de reprendre la compétition », a-t-il dit. De son côté, le président du HC Mila, Djihadeddine Lazhar, a estimé qu'il fallait mettre de côté les conflits personnels et mettre en avant les intérêts du handball national à quelques mois des JM-2022.

Par Mahfoud M.

Ainsi, l'US Biskra donnera la réplique au nouveau pensionnaire de la LI, le HB Chelghoum Laïd, sur son stade et devrait logiquement empocher les trois points du succès, sauf si les joueurs seniors continuent leur boycott en raison de la non-perception de leurs salaires. Il faut rappeler, en effet, que les gars des Ziban avaient évolué lors de la précédente journée face à l'USMA avec les réservistes, après que la troupe à Bouzidi avait décidé de débrayer pour réclamer son argent. De son côté, le Paradou AC donnera la réplique au WA Tlemcen qui passe par une grave crise et qui ne devrait pas pouvoir résister aux Académiciens euphoriques, après avoir réussi à empocher les trois points du succès leur de leur précédent match face à Magra. Les poulains de Cherif El Ouzani sont décidés à remporter un autre succès pour rester en

tête et entrevoir l'avenir avec sérénité. Le troisième au classement général, le Mouloudia d'Alger, aura un déplacement périlleux à effectuer, puisqu'il se rend à Constantine pour affronter le Chabab local qui est sur une belle série, après avoir réussi à prendre les trois points de son déplacement à Tlemcen. Malgré cela, le doyen des clubs algériens se donnera à fond pour revenir avec le meilleur résultat possible. Le match qui opposera l'ES Sétif au CR Belouizdad sera intéressant à suivre, tant les deux clubs souhaitent jouer les premiers rôles cette saison encore après avoir été au coude à coude l'année dernière. L'Aigle Noir qui a du mal à décoller en championnat, tentera de l'emporter face à une formation du Chabab qui revient fort ces dernières journées. L'USM Alger qui évolue at home face au RC Alger ne devrait pas trouver beaucoup de peine à empocher les trois points, même si la prudence devra être de mise pour les

Rouge et Noir, car tout reste possible dans un match de 90 minutes. Enfin, les deux derniers matchs, NAHD-MCO et OM-NCM, devraient revenir aux équipes locales qui ont un besoin pressant de points pour se mettre à l'abri le plus tôt possible, mais les visiteurs peuvent aussi créer la surprise. Le match entre la JS Saoura et la JS Kabylie est reporté à une date ultérieure en raison de la participation des Canaris à la Coupe de la CAF, sachant que les Kabyles se rendent aujourd'hui au Swaziland.

M. M.

### Le programme :

Jeudi 25 novembre 2021 :	
USB-HBCL	(14h30)
NAHD-MCO	(14h30)
RCA-ASO	(14h30)
PAC-WAT	(14h30)
OM-NCM	(14h30)
CSC-MCA	(14h30)
ESS-CRB	(17h)
USMA-RCA	(18h)
JSS-JSK	(reporté)

EN A'

## La bande à Bougherra demain à Doha

L'Équipe Nationale A' prendra demain son envol en direction de Doha, en perspective de la Coupe arabe qui aura lieu du 30 novembre au 18 décembre. Le coach national avait, rappelons-le, fait appel à 23 joueurs, la plupart évoluant dans les championnats arabes, notamment en Arabie saoudite et au Qatar, en plus d'autres éléments qui évoluent en Tunisie, alors que seulement trois à quatre éléments évoluent dans le championnat local. La liste avait été critiquée par les observateurs et certains joueurs qui ont exprimé leur révolte de ne pas être convo-

qués pour cette compétition. Des joueurs-cadres en EN A prendront part à ce tournoi arabe pour les maintenir en forme en prévision de la CAN, étant donné que les championnats du Golfe seront à l'arrêt, à l'image de Mbolhi, Belaili, Benlamri et Boundedjah.

Les Verts entameront cette compétition face au Soudan le 1<sup>er</sup> décembre au stade Ahmed-Ben-Ali à Doha (11h00 heure algérienne) avant d'enchaîner contre le Liban le samedi 4 décembre au stade Al-Janoub (14h00). Enfin, l'EN A' bouclera le premier tour en affrontant l'Égypte le mardi 7 décembre,

toujours au stade Al-Janoub (20h00).

Cette première édition de la Coupe arabe de la Fifa regroupera 16 nations réparties en quatre groupes de quatre équipes chacun. Les deux premiers de chaque poule se qualifient pour les quarts de finale.

Par ailleurs, les matches de la Coupe arabe sont programmés dans 6 des futurs stades de la Coupe du Monde 2022 : le stade Ahmed-Ben-Ali, le stade Al-Janoub, le stade Al-Bayt, le stade Ras Abu Aboud, le stade Al-Thumama et le stade de la Cité de l'Éducation.

M. M.

Volley-ball / Nationale Une (messieurs et dames)

## Les clubs appelés à régulariser leur situation avant le 30 novembre

La Fédération algérienne de volley-ball (FAVB) a indiqué que les clubs de la Nationale 1 (messieurs et dames) n'ayant pas régularisé leur situation vis-à-vis de l'instance avant le 30 novembre, seront déprogrammés du calendrier de la compétition. Cette décision a été prise suite à la réunion mensuelle du bureau exécutif de la FAVB tenue samedi dernier, précise l'instance. Après deux journées de com-

pétitions de la Nationale 1 féminine et masculine, quatre clubs n'ont pas encore entamé la compétition. Il s'agit du MC Alger (messieurs et dames), le NC Béjaia (messieurs et dames), le Hassi Messaoud VB (dames) et l'OMK El Milia (messieurs). Selon le calendrier de la FAVB, la 3<sup>e</sup> journée du Championnat d'Algérie de volley-ball, Nationale 1 (messieurs et dames), se déroulera le mardi 30 novembre.

Tizi-Ouzou

### Les écoles de Boudjima passent à l'énergie solaire

**LES ÉTABLISSEMENTS** scolaires de la commune de Boudjima au nord-est de Tizi-Ouzou, seront alimentés, dans leur totalité, en énergie solaire d'ici 15 jours, a-t-on appris, hier, du premier responsable de cette commune, Smail Boukherroub. «Sur les 8 écoles que compte la commune, 6 sont déjà équipées en installations solaires et sont fonctionnelles et les 2 restantes le seront dans 2 semaines, au plus tard» a-t-il indiqué à l'APS, ajoutant que «80 % du réseau d'éclairage public du chef-lieu de la commune a été également remplacé par des panneaux photovoltaïques». L'idée du passage à l'énergie solaire a germé en 2018 en raison de la facture très salée de l'énergie électrique due à la Sonelgaz par la commune qui était dans l'incapacité d'honorer sa dette. A la même période, souligne-t-il, la Fondation Zinedine Zidane avait proposé un don d'une ambulance équipée au profit de la commune

dans le cadre d'un programme d'aide. «Je leur avais alors suggéré d'équiper l'école du chef-lieu en panneaux photovoltaïques, en lieu et place de ce don, ils ont marché pour la première, et l'APC a équipé depuis 5 autres écoles», explique l'édile communal. Ensuite, poursuit-il, «nous avons commencé à remplacer le réseau d'éclairage public en luminaires fonctionnant à l'énergie solaire, vu que celui électrique est défectueux. Et comme cela a bien marché, nous avons procédé par tranches, en fonction du budget de la commune». Le coût approximatif de ces opérations s'élève, selon Boukherroub, à environ 12 000 000 DA. «Une somme conséquente pour une commune rurale comme la nôtre, mais cela valait le coup pour nous permettra de réduire de moitié nos dépenses en énergie, soit entre 2 000 000 à 2 500 000 DA par an», a-t-il conclu.

Tahira F.

Oran

### Célébration le 2 décembre de la fête de la «Clémentine de Misserghine»

LA WILAYA d'Oran sera au rendez-vous avec la deuxième édition de la fête de la «Clémentine de Misserghine», qu'organisera le 2 décembre prochain la Chambre locale d'agriculture, a-t-on appris, hier, auprès des organisateurs. Cette fête, organisée avec la Direction des services agricoles, en coordination avec le Conseil interprofessionnel des agrumes de la wilaya et l'association locale des agriculteurs de la «Clémentine de Misserghine», se déroulera au niveau de la place du «1<sup>er</sup> Novembre 1954» de la commune de Misserghine (ouest d'Oran), berceau de ce type d'orange, a déclaré à l'APS le secrétaire général de la Chambre d'agriculture. Cette manifestation verra la participation de 40 exposants spécialisés dans la production d'agrumes et de différentes variétés d'oranges de manière générale et de la clémentine en particulier. Les participants exposeront leurs produits et mettront en exergue leurs compétences dans la culture de ce type de fruits d'hiver, ainsi que les propriétaires de pépinières spécialisées dans la filière des agrumes et des arbres fruitiers, a précisé Zeddani Lahouari. Il est également prévu la participation de quelques Chambres d'agriculture des wilayas limitrophes dans l'objectif d'échanger les expériences pour développer la culture des agrumes, ainsi que la présence de deux centres de formation dans le domaine agricole des communes de Misserghine et Hassi Bounif, en

plus des instituts techniques, à l'instar de la station régionale de protection des végétaux d'Oran et l'Institut technique des arbres fruitiers de Mascara, selon la même source. Des conférences abordant des sujets liés à la filière des agrumes seront animées par des représentants des deux instituts en question. Cette manifestation verra aussi la présence de la Caisse nationale de mutualité agricole, la Banque de l'agriculture et du développement rural, la Caisse nationale des assurances sociales des travailleurs non-salariés et les instances de soutien à l'emploi des jeunes. L'objectif de la célébration de la fête de la clémentine est de faire connaître la filière des agrumes et l'histoire de ce fruit de Misserghine, ainsi que la réhabilitation de cette filière en vue de sa valorisation, en plus de donner une impulsion au dossier de labellisation de ce type de fruits, selon les organisateurs.

R. N.

## La 4e vague arrive à grands pas



Djalou@hotmail.com

Campus universitaire d'El-Kseur Béjaïa

## Les étudiants protestent à leur tour

■ Le conflit opposant les enseignants des trois facultés de l'université de Béjaïa, en l'occurrence, la Faculté de technologie, Faculté des sciences exactes et Faculté des sciences de la nature et de la vie, a enregistré de nouveaux développements.

Par H. Cherfa

Après les enseignants, c'est au tour des étudiants de première année de protester, en fermant avant-hier le centre universitaire pour plusieurs raisons confortant ainsi les enseignants grévistes dans leurs revendications. Les étudiants affectés à ce campus ont relevé, lors de leur rassemblement de protestation, «le manque de professeurs», d'autant qu'ils font 50 km quotidiennement, l'absence de foyers, de restauration, l'infiltration des eaux

pluviales dans les salles de et amphithéâtres, une bibliothèque vide et non équipée. Outre ces points, les protestataires relèvent aussi l'«absence d'une administration» à qui transmettre des doléances en cas de besoin. Selon eux, «le campus d'El-Kseur est toujours en chantier et n'est pas apte à accueillir les étudiants». Pour rappel, les enseignants des étudiants de première année des facultés exigent, depuis deux mois environ, «l'annulation du transfert des trois facultés au Campus d'El-Kseur». Ils ont avancé certaines condi-

tions à mettre en œuvre avant la délocalisation des étudiants des trois facultés vers le Campus d'El-Kseur, à commencer par «la délocalisation de l'administration d'abord» qui doit, selon eux, «préparer le terrain, notamment les conditions nécessaires de scolarité ainsi que l'accompagnement administratif avant l'arrivée, sur les lieux, des étudiants et de l'équipe pédagogique», entre autres. Les grévistes exigent, par ailleurs, «le respect des prérogatives des enseignants».

H. C.

Athlétisme/ Commémoration des événements du 11 décembre 1960

## Une course pédestre de 10 km à Alger

Une course pédestre de 10 kilomètres est prévue le vendredi 10 décembre prochain à Alger, dans le cadre des festivités commémoratives des événements tragiques du 11 décembre 1960, a-t-on appris, hier, auprès de la Ligue algéroise d'athlétisme, organisatrice de cette compétition. «La course est ouverte au secteur scolaire et universitaire, ainsi

qu'aux différents mouvements associatifs, aux Ligues spécialisées et au monde du travail, et ce, sur l'ensemble du territoire national», ont annoncé les organisateurs dans un communiqué. «La course, dénommée "Les Horizons d'Alger" est prévue sur une distance de 10 kilomètres. Elle prendra son départ devant le siège de la wilaya d'Alger, en allant vers Ruisseau,

à travers les avenues Hassiba-Ben-Bouali et Mohamed-Belouizdad, avant de revenir au point de départ», a encore détaillé la même source. La compétition est organisée par la Ligue algéroise d'athlétisme (LAA), sous l'égide de la wilaya d'Alger, la Fédération algérienne d'athlétisme (FAA) et la Direction de la jeunesse et des sports locale (DJS).

H. Y.

Sûreté d'Alger

## Démantèlement d'un réseau de trafic de psychotropes à Baraki

Les services de Sûreté de la wilaya d'Alger, représentés par la brigade de police judiciaire de la sûreté de la circonscription administrative de Baraki, ont procédé au démantèlement d'un réseau criminel spécialisé dans le trafic de psychotropes, a indiqué, hier, un communiqué de ces services. La brigade de police judiciaire de la sûreté de la circonscription administrative de Baraki «a arrêté 4 suspects (dont 3 femmes) pour détention illégale de psychotropes destinés à la vente à Baraki (ouest d'Alger) et d'armes blanches prohibées», précise-t-on de même source. Après parachève-

ment de la procédure légale, les suspects ont été présentés devant les juridictions compétentes. La brigade de police judiciaire de la sûreté de la circonscription administrative de Baraki a également arrêté 2 suspects pour détention de drogues et de psychotropes, ce qui a permis la saisie de 33,08 gr de cannabis, 407 comprimés psychotropes, 15 armes blanches et un montant en devise issu des revenus de ce trafic. Les deux suspects ont été présentés devant le procureur de la République territorialement compétent, après parachèvement de la procédure légale. Cette

même brigade a procédé à l'arrestation d'un suspect pour détention de 31 comprimés psychotropes et port d'arme blanche. Le suspect a été présenté devant le parquet territorialement compétent, après parachèvement de la procédure légale. Dans cette même circonscription administrative, 4 suspects ont été arrêtés pour détention de psychotropes (plus de 4 000 capsules) destinés à la vente. Après parachèvement de la procédure légale, les suspects ont été présentés devant le parquet territorialement compétent.

H. Y.